

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté préfectoral DCPAT n° 2019-154, du 10 septembre 2019, portant mise en demeure de la société Wartner de respecter les dispositions de l'article R.181-46-II du code de l'environnement s'appliquant aux installations classées pour la protection de l'environnement qu'elle exploite à Saint-Cloud, 18 bis, quai Carnot

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et R.181-46,
- Vu** le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre Soubelet, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),
- Vu** le décret du 22 août 2017 portant nomination de Monsieur Vincent Berton, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** l'arrêté MCI n°2017-52 du 31 août 2017 portant délégation de signature à Monsieur Vincent Berton, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** l'arrêté préfectoral DAG 3/91022 du 18 avril 1991 relatif aux prescriptions d'exploitation applicables aux activités classées sous le régime déclaratif sous la rubrique 251 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (devenue rubrique 2345),
- Vu** l'arrêté préfectoral DAG 3/92004 du 9 avril 1992 modifiant l'arrêté préfectoral DAG 3/91022 du 18 avril 1991 relatif aux prescriptions d'exploitation applicables aux activités classées sous le régime déclaratif sous la rubrique 251 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (devenue rubrique 2345),
- Vu** le récépissé de déclaration en date du 3 mai 1993, classant sous les rubriques 2345-1 (anciennement rubrique 251-2) et 2340-2 les installations classées exploitées par la société Wartner à Saint-Cloud, 18 bis, quai du président Carnot,
- Vu** le décret n° 96-197 du 11 mars 1996 précisant que les installations dont la capacité nominale totale des machines utilisant des solvants est supérieure à 50 kg relèvent du régime de l'autorisation,
- Vu** la circonstance que les installations classées présentes sur le site et exploitées sous la rubrique 2345 sont en autorisation, par antériorité,
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 16 juillet 2019, signalant que, lors de la visite du site que la société Wartner exploite à Saint-Cloud, 18 bis, quai du président Carnot, le 18 juin 2019, le président de la société Wartner lui a indiqué que son activité atteignait désormais un volume de 7 tonnes par jour, au lieu des 3 tonnes antérieures, et qu'il prévoyait d'automatiser une partie de son activité et de déménager certains équipements dès l'été 2019,
- Vu** le rapport précité, constatant que le tonnage journalier traité classe l'activité de blanchisserie relevant de la rubrique 2340-2 sous le régime de l'enregistrement, et que l'exploitant doit en conséquence déposer un dossier de régularisation administrative accompagné d'une étude

d'incidence, conformément aux dispositions de l'article R.181-46, et proposant de mettre l'exploitant en demeure de déposer ledit dossier dans un délai de quatre mois,

Vu le courrier recommandé avec accusé de réception du 16 juillet 2019, distribué le 18 juillet 2019, transmettant le rapport à l'exploitant, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et l'invitant à présenter s'il le souhaite des observations sur le projet de mise en demeure, dans un délai de 10 jours,

Vu l'absence d'observation de l'exploitant à l'échéance du délai octroyé,

Considérant que, lors de la visite des installations le 18 juin 2019, l'inspecteur des installations classées a été informé par le président de la société Wartner de l'augmentation du tonnage de traitement de linge, de l'automatisation prévue d'une partie de l'activité et du déménagement de certains équipements dès l'été 2019,

Considérant que l'augmentation substantielle du tonnage de traitement de linge constitue une modification notable au sens de l'article R 181-46 du code de l'environnement, en ce qu'elle entraîne un changement du classement de l'activité classée sous la rubrique 2340-2, qui passerait du régime de la déclaration à celui de l'enregistrement, et qui nécessite en conséquence la remise au préfet par l'exploitant d'un dossier de régularisation administrative accompagné d'une étude d'incidence,

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Wartner, représentée par son président, de respecter les dispositions du IIe de l'article R.181-46 du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

Article 1^{er} :

La société Wartner, dont le siège social est situé à Saint-Cloud, 18 bis, quai du président Carnot, représentée par son président, exploitant une blanchisserie, une chaufferie et une installation de nettoyage à sec de vêtements et textiles, situées à la même adresse, est mise en demeure de communiquer au préfet des Hauts-de-Seine un dossier de régularisation administrative accompagné d'une étude d'incidence, **dans un délai de quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Article 4 :

L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée d'un mois.

Une copie de l'arrêté devra être affichée à la mairie de Saint-Cloud, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Article 5 :

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, Monsieur le maire de Saint-Cloud sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Vincent BERTON

